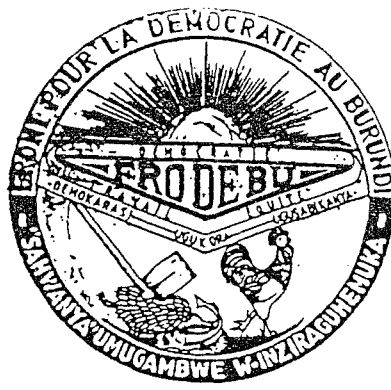


REPUBULIKA Y'UBURUNDI

UMUGAMBWE " SAHWANYA "  
UHUZA ABAHARANIRA  
DEMOKARASI MU BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI

FRONT POUR LA DEMOCRATIE  
AU BURUNDI

**M É M O R A N D U M**  
de la  
**SECTION DU PARTI SAHWANYA-FRODEBU EN  
BELGIQUE À L'OCCASION DE LA VISITE  
de M. Antoine NDUWAYO,**  
Premier Ministre  
du Gouvernement du BURUNDI

*Février 1996 (?)*

## I. PRÉAMBULE

Nous, membres de la Section du Parti SAHWANYA-FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi) en Belgique, saluons les autorités belges et leur exprimons notre satisfaction pour les liens amicaux qui unissent nos deux peuples. Nous remercions particulièrement la Belgique pour les efforts qu'elle a déployés afin d'aider le Burundi à sortir du borbier de violence dans lequel il est englouti suite au coup d'état et à l'assassinat du premier Président élu, Son Excellence Melchior NDADAYE et ses principaux collaborateurs.

À l'occasion de la visite que le premier ministre burundais, M. Antoine NDUWAYO, vient effectuer en Belgique, nous membres de la section SAHWANYA-FRODEBU en Belgique voudrions attirer l'attention des autorités politiques belges, d'autres personnalités ainsi que l'opinion publique du Royaume, sur les véritables personnalité et projet politiques de M. Antoine NDUWAYO: un homme qui représente la frange des irréductibles malfaiteurs qui, toujours sous de fallacieuses couvertures politiques, sont occupés à créer le chaos humain, social, culturel et économique, depuis plus de trente années. Le présent document a la ferme intention de montrer que l'homme dont il est question a particulièrement la mission de parachever (sans doute vient-il en chercher les moyens) le coup de force rampant, amorcé le 21 octobre 1993, et qui a déjà emporté des centaines de milliers d'innocents.

## II. DES FAITS ET GESTES TROUBLANTS

### II. 1. Une légitimité politique nulle

Sur l'actuel échiquier politique burundais, Monsieur NDUWAYO est le fer de lance de la coalition anti-démocratique du parti UPRONA et de ses alliés, des militaires et civils responsables du génocide anti-Hutu qui a atteint son summum en 1972-1973. M. NDUWAYO est le pire produit de la stratégie de l'opposition tutsi. En effet, sa légitimité devrait découler de la fameuse "Convention de gouvernement" que les

démocrates burundais ont signé sous la contrainte. Néanmoins, tout le monde sait que son accession à la primature est un coup de force perpétré par son parti UPRONA, avec la complicité active et destructrice des milices tutsi "sans échec" et "sans défaite" réunies au sein de la SOJEDEM, contre M. KANYENKIKO. Ce dernier, membre de l'UPRONA comme son tombeur, a été accusé de manifester des velléités d'ouverture et de collaboration à la restauration de la paix. En témoigne la crise née et entretenue autour de ce que l'on a appelé l'"affaire KANYENKIKO", en décembre 1994 et janvier 1995, résumée dans les correspondances échangées entre ce dernier et le président de son parti M. MUKASI en dates du 2 et du 7 janvier 1995.

Alors que le 12 décembre 1994 il avait réservé une fin de non recevoir à la sommation de démission exprimée par son parti UPRONA le 09 décembre 1994, et en dépit de toutes autres pressions exercées par ce même parti, M. KANYENKIKO finira par jeter l'éponge suite à une succession de journées "ville morte", accompagnées d'assassinats ciblés, organisés par les milices tutsi sus-mentionnées et à la faveur desquelles M. NDUWAYO devait accéder au poste qu'il occupe aujourd'hui. C'est sans doute pour la même raison qu'il doit maintenant rendre des comptes aux milices qui l'ont investi. Un seul exemple suffira: des sources bien informées rapportent que le 19 janvier 1996, dans une réunion de préparation de la troisième campagne de pacification en mairie de Bujumbura, le premier ministre burundais, M. Antoine NDUWAYO a reconnu séance tenante qu'il doit ce poste de responsabilité à la SOJEDEM (...).

Dans ce que NDUWAYO nomme "plan de gouvernement" rendu public le 29 mars 1995, tout observateur attentif ne constatera aucune différence améliorative notamment au chapitre sensible de la paix et de la sécurité, par rapport à la ligne d'action que celui qu'il a évincé s'était assignée le 12 décembre 1994. La seule différence viendra plus tard le 27 décembre 1995 quand sans nulle dissimulation M. Nduwayo déclare ouvertement la guerre au Burundi.

Il y a lieu de relever également que M. Nduwayo jouit d'un soutien manifeste des radicaux de l'opposition en tête desquels le PARENA, parti extrémiste du dictateur BAGAZA, celui-là même dont il est clairement établi qu'il est le chef des milices sus-mentionnées. Au demeurant, c'est

le même BAGAZA qui l'avait amicalement nommé au poste de directeur financier de la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L).

Au vu de ce qui vient d'être dit, il n'y a guère de doute que M. Nduwayo est bien loin de remplir les conditions exigées pour être Premier ministre au titre de l'article 24 de la Convention de Gouvernement. En effet, ce texte dispose que le Premier ministre doit être une personnalité rassurante, rassembleuse, non impliquée ni de près ni de loin dans les tragédies qui ont jalonné l'histoire du Burundi. Il serait du reste superflu, dans le présent document, de devoir fouiller dans le passé de l'intéressé, notamment pour s'interroger sur le rôle qu'il aurait joué durant le génocide anti-Hutu de 1972-1973.

## II. 2. Une attitude pour le moins douteuse face à la persistance de la violence

À peine investi, Monsieur NDUWAYO a lancé l'armée quasi exclusivement tutsi dans une prétendue campagne de pacification dans la ville de Bujumbura, ses environs, et ailleurs dans le pays. Ladite campagne s'est soldée par des milliers de morts, Hutu s'entend, les militaires tutsi considérant depuis toujours que leurs compatriotes hutu, qui représentent pourtant 85% de la population, constituent des ennemis de la nation (Inyankaburundi, abamenja,...). L'apogée du génocide demeure les pogromes de Kamenge, Buyenzi, Kinama et Gasarara, perpétrés au courant de l'année 1995. Ainsi, sous le regard complaisant du Premier Ministre et du Gouvernement qu'il dirige, Bujumbura fut "épuration" de sa population hutu. L'armée s'y est adonnée à la destruction des maisons et des biens laissés derrière par les Hutu envoyés sous terre ou sur les routes de l'exil. Par ailleurs on sait que M. Nduwayo, ayant pris le gouvernement en otage, n'a pas contredit l'action des milices tutsi appuyées par les militaires à empêcher les agences humanitaires à voler au secours des rescapés.

La même attitude, hautement irresponsable et criminelle a été observée en maints autres endroits. Qu'il suffise de rappeler le massacre crapuleux de centaines d'étudiants hutu sauvagement assassinés à l'Université du Burundi par leurs condisciples tutsi le 11 juin 1995; ainsi

que nombreux assassinats perpétrés dans les établissements de l'enseignement secondaire à travers le pays.

Par ailleurs, dans sa lettre du 23 novembre 1995, le Président du parti SAHWANYA-FRODEBU, ulcéré par le silence persistant de NDUWAYO, lui lançait un nième cri d'alarme en fustigeant les forfaits commis par l'armée dans les provinces de Kayanza, Bujumbura-rural, Gitega, Kirundo, Ngozi, Bubanza et Cibitoke. Le président du parti SAHWANYA-FRODEBU attirait alors l'attention de Monsieur NDUWAYO sur le fait qu'il était "scandaleux, intolérable et inadmissible que près de 500 citoyens innocents soient massacrés dans une petite zone comme Gisagara, que plus de 2000 citoyens innocents soient massacrés en un mois dans un petit pays comme le Burundi et que ni le Gouvernement, ni les médias publics et privés n'en disent aucun mot". Monsieur Jean MINANI concluait sa lettre en "espérant que ce dernier cri d'alarme sera entendu et que cette furie d'extermination d'une composante de la population burundaise va être stoppée et ses auteurs punis conformément à la loi...".

Hélas, force est de constater aujourd'hui que ce cri est tombé dans les oreilles d'un sourd.

## II. 3. Monsieur NDUWAYO: complice d'une justice partisane

Non seulement la situation sécuritaire est allée se dégradant en une année du gouvernement Nduwayo, mais encore les instances juridiques, cette autre chasse gardée des Tutsi, la laissent pourrir s'ils ne la détournent pas en leur faveur. Et pour cause. Le rapport de visite de *Christian Aid* (mars 1995) relève très justement que le pouvoir judiciaire au Burundi illustre bien comment les institutions en sont venues à perdre leur caractère national pour arriver à servir les intérêts d'un seul groupe, ici tutsi; la quasi totalité des juges et magistrats restant des tutsi. Le récent rapport de M. Paulo Sergio PINHEIRO (Rapporteur Spécial de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies), contre lequel M. Nduwayo est parti en guerre, confirme cet état de délabrement de la justice. Les comportements partisans du corps judiciaire burundais ont été aussi souvent montrés du doigt par le

Président du Parti SAHWANYA-FRODEBU, notamment dans sa déclaration du 27 octobre 1995.

Que d'innocents emprisonnés sans motif voire souvent gardés longtemps sans jugement et souvent sans dossier. Les nombreux hutu faits arbitrairement prisonniers l'auront appris à leurs dépens: le pouvoir judiciaire, que M. NDUWAYO contrôle de main forte, a-t-il seulement la volonté de faire aboutir les enquêtes devant faire la lumière sur l'assassinat du Président NDADAYE et les massacres qui l'ont suivis ? Il est permis d'en douter, au regard des événements en cours où les témoins gênants commencent à être abattus en prison, alors que ceux qui appellent au chaos général sont élargis, tels le chef des milices tutsi Déo Niyonzima et leur financier le citoyen belgo-burundais Mathias Hitimana. On sait que ce dernier, jouant sur son statut de double nationalité, sème la haine et la désolation au Burundi.

Que fait M. NDUWAYO pour mettre fin aux incessantes arrestations arbitraires dont les militaires se rendent quotidiennement coupables, et qui échappent au contrôle judiciaire, comme en fait état M. Patrick BAUDOUIN, Président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (F.I.D.H.) dans une lettre qu'il adresse à l'un des Ministres influents de NDUWAYO, celui de la Défense, en date du 2 novembre 1995? Rien jusqu'à ce jour.

En tout état de cause, il apparaît clairement que M. NDUWAYO est cet homme placé par les extrémistes de l'UPRONA-PARENA et autres putschistes, assassins d'aujourd'hui mais aussi d'hier (depuis 1962), pour pérenniser leur impunité. Il est donc tout, sauf l'homme rassurant qu'il était censé incarner. Mais que puisse-t-il donc être ?

#### II.4. Monsieur NDUWAYO : un fauteur de guerre

M. NDUWAYO est contre la paix. M. Nduwayo n'a jamais caché ses intentions de mettre à la tête des localités administratives dites sensibles des dirigeants militaires. Cela est aujourd'hui une sidérante réalité notamment dans les provinces BUBANZA, KAYANZA et NGOZI. Cela avait aussi été préconisé et mis en pratique par les putschistes d'octobre 1993. Remarquons simplement que ce remplacement

intervient chaque fois après avoir assassiné les anciens dirigeants hutu du FRODEBU.

Par ailleurs, non seulement M. NDUWAYO a placé l'année 1996 sous le signe d'une guerre totale impliquant beaucoup de souffrances pour les burundais, mais aussi et en voie de conséquence, il refuse le dialogue et partant les solutions concertées que proposent toutes les instances tant nationales qu'internationales. Les nombreux appels du Secrétaire Général de l'ONU, ainsi que celui du dernier Sommet de l'OUA à Addis-Abeba sont restés des cris dans le désert. Et tout récemment, dans une interview au quotidien *Le Soir* (du 6 février 1996) M. NDUWAYO affirme qu'il combattra avec la dernière énergie, toute initiative visant à mettre autour d'une table de négociation, toutes les parties impliquées dans la vie socio-politique du Burundi. Le principal argument qu'il avance est celui de préserver la souveraineté nationale. Mais de quelle légitimité M. NDUWAYO se prévaut-il pour veiller à la souveraineté d'une nation dont il ne se soucie guère de protéger les citoyens ?

Quant à la nécessaire intervention armée sous l'égide de l'ONU, que le Conseil de sécurité pourrait envisager d'envoyer au Burundi, M. NDUWAYO, tout comme ses alliés dont l'ancien président BUYOYA, que d'aucuns continuent à présenter par ignorance ou par méprise comme un démocrate, ainsi que les autres complices putschistes, déclare qu'il ne lésinera sur aucun moyen pour s'y opposer, "même comme simple citoyen" (*Le Soir* du 6 février 1996).

## II. 5. M. NDUWAYO: l'homme de la collusion politico-affairiste

Il n'est pas impossible que des enquêtes neutres révèlent un jour l'implication, dans le putsch du 21 octobre 1993, des milieux d'affaires burundais et étrangers, ainsi que dans les massacres de certaines personnalités, comme celui de feu Ernest KABUSHEMEYE, ancien Ministre de l'Énergie et des Mines.

Tout indique, en effet, que Monsieur NDUWAYO n'est pas étranger aux activités surnoises de la mafia affairiste du Burundi et d'ailleurs. Celle-ci implique, on commence à en avoir la certitude, des

ressortissants étrangers, comme le citoyen belgo-burundais Mathias Hitimana et bien d'autres.. Ladite mafia a réussi à mettre le pays en coupe réglée. La société BICOR dont NDUWAYO est actionnaire principal, aux côtés du plus actif que retraité colonel Jérôme SINDUHIJE, est peut-être la face visible d'un immense iceberg.

Que dire du récent limogeage injustifié des dirigeants de la RÉGIDESO (Régie des eaux et électricité) pour les remplacer par des personnalités visiblement acquises à sa cause ?

Il reste à espérer simplement que l'intention de Monsieur NDUWAYO de rencontrer les représentants des milieux d'affaires belges ne signifie point une tentative d'en induire certains dans une collusion politico-mafieuse à l'échelle internationale, surtout que tout le monde connaît l'origine des groupes électrogènes fournis récemment à prix d'or au Burundi, au grand dam du contribuable burundais

### III. Nos attentes à l'endroit de la BELGIQUE

Nous, membres de la Section SAHWANYA-FRODEBU, espérons avoir apporté un certain éclairage sur la personnalité de l'actuel Premier Ministre Burundais que les autorités et diverses autres personnalités belges vont recevoir.

Monsieur NDUWAYO affirme venir plaider pour la relance de la coopération, notamment dans les domaines de la santé, de l'enseignement et de l'agriculture. S'il reste acquis que la reconstruction nationale exigera la participation des partenaires étrangers, l'on est en droit de lui demander à qui peut actuellement profiter une coopération versée dans un pays où l'insécurité demeure totale jusqu'à ce jour. Nous aurions compris s'il s'était agi d'une coopération visant à restaurer la paix et la sécurité. Pour ne prendre qu'un seul domaine, celui de l'enseignement, quel est ce pays averti qui peut consentir des fonds pour financer un système d'enseignement érigé en véritable "apartheid"?

Qui, aujourd'hui, pourrait financer le secteur médical d'un pays dont on tue le personnel soignant et les patients sur leur lit d'hôpital ?

4



Qui aurait l'audace de financer le secteur agricole d'un pays dont des milices, soutenues par des membres du gouvernement s'adonnent à la destruction des cultures vivrières et d'exportation, notamment le café? Nous sommes en admiration face à sa sollicitude portée à l'endroit des enfants. Espérons simplement que les bailleurs de fonds que M. NDUWAYO pourrait solliciter à cet effet ne se laisseront pas bernier par des intentions de parade, mais à des fins voilées, autrement bien peu reluisantes.

Nous restons convaincus qu'un pays comme la Belgique, grand défenseur des droits de l'homme et des valeurs démocratiques, en acceptant de recevoir Monsieur NDUWAYO, lui mette toute la vérité en face. Nous sommes également persuadés que la Belgique, que nous savons éprise de paix, saisira l'occasion pour montrer le bien-fondé de l'intervention de la communauté internationale au Burundi pour éviter la guerre que NDUWAYO promet à ses concitoyens durant l'année 1996.

En conclusion, nous sommes persuadés que la crise burundaise ne pourra trouver de solution durable que par un dialogue franc, sincère et serein entre tous les protagonistes politiques burundais et au bénéfice de toutes les composantes de la population burundaise. L'urgence appelle tous nos partenaires étrangers, dont la Belgique, à mettre tout en oeuvre afin de favoriser toutes les voies visant ce dialogue.

---

